

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura

Организация Объединенных Наций по вопросам образования, науки и культуры

> منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة

> > 联合国教育、 科学及文化组织

Message de Mme Irina Bokova,

Directrice générale de l'UNESCO,

à l'occasion de la *Journée internationale de la fin de l'impunité*

pour les crimes commis contre des journalistes

2 novembre 2015

Moins d'une affaire d'assassinat de journaliste sur dix parvient un jour à être résolue.

L'impunité quasi totale dont jouissent les auteurs de crimes contre les journalistes va à l'encontre de toutes les idées que nous défendons, de nos valeurs partagées, de nos objectifs communs.

En ma qualité de Directrice générale de l'institution des Nations Unies dont le mandat est de promouvoir la liberté d'expression et la liberté de la presse, je prends la parole pour condamner publiquement chaque assassinat de journaliste et appeler de mes vœux des enquêtes approfondies.

Ces six dernières années, j'ai condamné publiquement et sans ambiguïté plus de 540 cas d'assassinats de journalistes, professionnels des médias et producteurs de médias sociaux qui sont à l'origine d'un important travail de journalisme.

Alors que les attaques contre les journalistes se multiplient, l'UNESCO a lancé le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, en vue de mettre fin à l'impunité en favorisant des actions concertées entre institutions des Nations Unies, œuvrant de concert avec les gouvernements, la société civile, le monde universitaire et les médias eux-mêmes partout dans le monde.

Ce travail porte aujourd'hui ses fruits. La communauté internationale reconnaît de plus en plus combien il est important d'améliorer la sécurité des journalistes et de mettre un terme à l'impunité. L'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme, ainsi que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, ont tous adopté des résolutions historiques pour répondre spécifiquement à ces problématiques – comme le Conseil de l'Europe à l'échelle régionale. De plus en plus d'États mettent en place de nouvelles lois et de nouveaux mécanismes pour s'attaquer à l'impunité et améliorer la sécurité des journalistes. Les systèmes judiciaires et les forces de sécurité ont renforcé leur engagement à cet égard.

Les défis à relever demeurent considérables. En cette période de grands changements, où toutes les sociétés se transforment, nous devons redoubler d'efforts pour mettre fin à l'impunité des attaques perpétrées contre les journalistes afin de faire progresser le droit « de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit », consacré par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. C'est essentiel pour atteindre l'objectif de développement durable 16.10, qui nous invite tous à garantir l'accès du public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux.

Chaque fois que l'auteur d'un crime échappe à son châtiment, cela encourage d'autres criminels et crée un cercle vicieux de violence.

Il faut que cela cesse.

J'invite instamment les États à prendre toutes les mesures nécessaires – par la législation, des mécanismes de protection et tout nouveau moyen adapté – pour garantir que des enquêtes et des procès relatifs aux crimes perpétrés contre les journalistes soient menés.

J'exhorte chacun à se lever le 2 novembre et à demander que l'état de droit soit pleinement appliqué lorsque des journalistes sont attaqués et tués dans l'exercice de leurs fonctions.

Tel est le message de l'UNESCO en cette Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes.

Irina Bokova